

Avis du Collège des procureurs généraux concernant le projet de Note-cadre sur la
Sécurité intégrale 2026-2029

Conformément à l'article 10 de l'Accord de coopération du 7 janvier 2014 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la politique criminelle et à la politique de sécurité, le projet de Note-cadre sur la Sécurité intégrale (NCSI) 2026-2029 a été transmis pour avis au Collège des procureurs généraux par les ministres de l'Intérieur et de la Justice en date du 12 janvier 2026.

Après avoir consulté ses réseaux d'expertise, le Collège des procureurs généraux rend l'avis suivant concernant le projet de NCSI 2026-2029 (*version du 9 janvier 2026*).

L'avis suit la structure du projet de NCSI mais n'aborde pas chacun de ses chapitres, titres et points.

I. Engagements transversaux (p. 12 et ss.)

I.1. Priorité à la victime (p. 15 et ss.)

1. Het College meent dat een passage toegevoegd dient te worden over het centraal loket.

Het is absoluut noodzakelijk te beschikken over een wettelijke basis wat de problemen van persoonsgegevensbescherming (Algemene Verordening Gegevensbescherming AVG) en de afstemming met de andere bevoegde diensten en departementen (bv. het Uniek contactpunt terrorisme gecreëerd bij wet van 3 mei 2024 en de rol en bevoegdheden van de FOD Volksgezondheid tijdens de crisisfase) betreft.

Het College stelt dan ook voor dat voorzien wordt dat de minister van Justitie de mogelijkheid onderzoekt om in een expliciete wettelijke basis te voorzien en onderzoekt tevens of een andere overheidsdienst dan een parket beter geplaatst is om invulling te geven aan deze aanbeveling van de Parlementaire Onderzoekscommissie Terroristische aanslagen van 22 maart 2016 (DOC 54 1752/007, pagina 12). Er zou zeker ook een efficiëntiewinst zijn, in de eerste plaats naar de slachtoffers toe, indien eenzelfde dienst *tijdens* en *post crisisfase* zich om de slachtoffers zou bekommeren, in tegenstelling tot de bestaande opsplitsing (FOD Volksgezondheid *tijdens de crisis* en het centraal loket en het Uniek contactpunt terrorisme *post-crisis*).

2. Le Collège considère qu'un passage devrait être prévu à la page 15 au sujet de la confidentialité des données de contact des victimes et du projet de « fiche victime » qui permettrait de la concrétiser alors qu'il s'agit d'une préoccupation majeure pour les victimes et d'un obstacle réel au dépôt de plainte (cf. exposé d'orientation politique de la Ministre de la Justice).

II. Sécurité de l'espace public et valeurs démocratiques (p. 33 et ss.)

II.1. Ajout d'un nouveau point « Les violations graves du droit international humanitaire

Après le point « Radicalisation, extrémisme violent et terrorisme », il est proposé d'ajouter un nouveau point intitulé « Les violations graves du droit international humanitaire » libellé comme suit :

« La lutte contre les violations graves du droit international humanitaire constitue un axe important de la politique de sécurité, au regard de l'atteinte directe que ces infractions portent à l'ordre public international et national et aux valeurs démocratiques. L'importance de cette lutte a été reconnue par le législateur, qui a consacré des compétences extraterritoriales notamment pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide. Le gouvernement actuel s'est engagé à en faire une de ses priorités dans l'accord de coalition fédérale 2025-2029, en manifestant sa volonté d'intensifier les poursuites à l'encontre des auteurs de ce type de crimes. Plus récemment et plus spécifiquement à la situation au Moyen-Orient, cette volonté a été réexprimée dans l'accord intervenu au sein du Conseil ministériel restreint du 2 septembre 2025.

Par ailleurs, notre pays a été un des initiateurs de la Convention de Ljubljana – La Haye pour la coopération internationale en matière d'enquête et de poursuite du crime de génocide, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et d'autres crimes internationaux, adoptée le 26 mai 2023 et signée par la Belgique le 14 février 2024. La Belgique est en outre dépositaire de cette Convention.

Sur la base des compétences extraterritoriales reconnues par le législateur belge pour les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les crimes de génocide et des engagements internationaux souscrits par notre pays, des actions concrètes seront mises en œuvre afin d'assurer une réponse judiciaire effective et coordonnée.

Ainsi, vu l'augmentation régulière du nombre de dossiers ouverts en la matière et particulièrement importante en 2025, il sera procédé au renforcement des capacités d'enquête au sein de la police judiciaire fédérale, du parquet fédéral et des cours et tribunaux afin d'assurer l'effectivité de l'exercice des compétences en matière de violations graves du droit international humanitaire, en articulation, le cas échéant, avec les infractions de terrorisme lorsque ces qualifications sont susceptibles de se cumuler.

Cela vise notamment à garantir que la Belgique assume pleinement ses obligations internationales et ne puisse en aucun cas servir de refuge aux auteurs de violations graves du droit international humanitaire ».

II.2. Aanvulling van het punt over de strijd tegen hybride dreigingen (p. 34)

Onder het punt over de strijd tegen hybride dreigingen dient ook expliciet te worden verwezen naar spionage. De titel zou aangepast kunnen worden naar "De multidisciplinaire aanpak van de spionage en inmenging". De tekst zou als volgt kunnen geformuleerd worden :

"De strijd tegen spionage en inmenging door interstatelijke actoren moet een beleidsprioriteit voor België zijn, gezien de toenemende geopolitieke spanningen en de strategische positie van het land als zetel van Europese en internationale instellingen. Buitenlandse mogendheden maken steeds vaker gebruik van spionage en van hybride middelen, zoals cyberaanvallen, desinformatie en clandestiene beïnvloeding, om politieke besluitvorming, economische belangen en maatschappelijke stabiliteit te ondermijnen. Deze vormen van spionage en inmenging raken rechtstreeks aan de nationale veiligheid en de democratische

rechtsorde, waardoor een gecoördineerde en daadkrachtige aanpak onontbeerlijk is. Het Openbaar Ministerie beschouwt de bestrijding van spionage en inmenging als een duidelijke prioriteit en vervult daarbij, samen met de inlichtingendiensten, de politiediensten en de FOD Buitenlandse Zaken, een centrale rol in de detectie, voorkoming en vervolging van dergelijke feiten. Alleen door nauwe samenwerking, structurele informatie-uitwisseling en een duidelijke strategische prioritering kan België doeltreffend het hoofd bieden aan deze complexe en grensoverschrijdende dreigingen.”

II.3. Lutte contre la criminalité organisée et déstabilisante (p. 45 et ss.)

1. Het College staat positief tegenover de voorgestelde aanpak (o.a. het kraken van het verdienmodel, de uitwisseling van gegevens tussen de verschillende diensten, de beeldvorming en het inzetten op toegangspoorten) en de keuze van de prioritaire fenomenen in het kader van georganiseerde criminaliteit, o.a. de strijd tegen mensenhandel en mensensmokkel, de aanpak van de illegale wapenhandel, de integrale aanpak van corruptie, de gerichte aanpak van witwassen en de strijd tegen identiteitsfraude.

Ook de aandacht voor de bescherming van overheidspersoneel (onder andere magistraten, politie, gevangenispersoneel, hulpverleners, ...) acht het College eveneens volledig terecht.

2. Met betrekking tot de aanpak van de drugsproblematiek maakt het College de volgende opmerkingen:

2.1. Sous le titre « Une stratégie multidisciplinaire pour une politique efficace en matière de stupéfiants », le Collège se pose la question de savoir si la phrase « Dans le cadre d'une politique ferme et réactive, une réaction rapide et une tolérance zéro vis-à-vis du trafic de drogues est appliquée » (p. 52), implique une rupture avec la politique antérieure (COL 15/2015) consistant à traiter, sur le plan de la politique des poursuites, les petits dealers qui ne vendent que pour assurer leur consommation personnelle comme des consommateurs.

2.2. Sous le titre « Trafic de stupéfiants », le Collège se pose la même question au sujet de la phrase « Sur le plan judiciaire, nous visons une tolérance zéro en matière de trafic de stupéfiants. Les auteurs doivent être poursuivis et sanctionnés. » (p. 57).

2.3. Sous le titre « Approche des toxicomanes », le Collège suggère de remplacer dans la phrase suivante (p. 60), les termes « doivent être suivis » par « doivent pouvoir saisir l'opportunité d'être suivis », étant donné que l'on vise une procédure consensuelle :

« Pour les consommateurs confrontés à une problématique d'assuétude, nous devons également prévoir les trajets de soins y afférents. Lorsqu'ils commettent des infractions, ils **doivent être suivis doivent pouvoir saisir l'opportunité d'être suivis** par les Chambres de traitement de la toxicomanie. »

A la page 61, le Collège relève une incohérence dans le lien qui est fait entre transaction immédiate et nécessité de prise en charge médico-psychologique. Il propose de remplacer les deux phrases suivantes :

« Nous renforçons le système de transaction pénale immédiate pour les consommateurs qui ne présentent en apparence pas de problématique d'assuétude mais nécessitent une prise en charge médico-psychologique.

Nous réfléchissons dans quelle mesure un système de sanctions efficace peut être appliqué, par exemple via la transaction immédiate. »

Par celle-ci :

« Un message clair doit être adressé par l'application immédiate et renforcée de transactions aux détenteurs de stupéfiants en vue de la consommation personnelle, lorsqu'une assistance ne paraît pas immédiatement nécessaire ou est refusée. »

3. En ce qui concerne l'approche intégrale de la corruption, le Collège propose de modifier les passages suivants par l'ajout des termes repris en gras :

A la page 67 :

« Au niveau international, le GRECO formule des recommandations visant à combler les lacunes des politiques nationales de prévention par des initiatives qui visent à garantir une transparence et une intégrité suffisantes. Des rapports de suivi permettent d'évaluer dans quelle mesure la Belgique met effectivement en œuvre ces recommandations. Parmi les aspects qui doivent encore être développés, citons l'adoption généralisée d'un registre **spécifique** listant les cadeaux, les déclarations de patrimoine, la transparence des cabinets et une stratégie en matière d'intégrité au sein des autorités. »

[...]

« Dans le cadre de la quatrième phase d'évaluation de la Belgique par le groupe de travail de l'OCDE sur la corruption **d'agents publics étrangers**, la Belgique a reçu une recommandation visant... ».

A la page 69 :

« Le blanchiment d'argent provenant d'activités criminelles constitue une menace sérieuse pour l'intégrité financière et nécessite une approche ciblée. Les avantages patrimoniaux illégaux proviennent d'infractions telles que la criminalité liée à la drogue, la fraude sociale **et fiscale**, l'escroquerie et la fraude informatique, aux biens culturels et œuvres d'art. »

4. Le Collège demande d'apporter les modifications suivantes à la page 68 :

- de woorden « bijvoorbeeld door de oprichting van een nationaal parket gespecialiseerd in financiële en economische misdrijven. » vervangen door de woorden “bijvoorbeeld door de oprichting van een financiële sectie in het federaal parket belast met de aanpak van ernstige financiële, economische en fiscale misdrijven, de georganiseerde sociale fraude en corruptie”.
- de woorden “Er wordt samen met het College van procureurs-generaal bekeken of er binnen het Federaal parket een sectie financiële criminaliteit kan worden opgericht, die zich eveneens richt op fiscale fraude en corruptie.” vervangen door de woorden “Er wordt een financiële sectie in het federaal parket opgericht belast met de aanpak van ernstige financiële, economische en fiscale misdrijven, de georganiseerde sociale fraude en corruptie. “

5. Het College juicht toe dat er in de kadernota veel aandacht is voor “*het inzetten op het kraken van het criminele verdienmodel*”, voor “*de gerichte aanpak van witwassen*”, voor “*de aanpak van fiscale fraude met een focus op het ontmantelen of ernstig verstoren van criminele organisaties*” en ook voor “*een intensieve strijd tegen corruptie*”; en dat dit alles als prioritair wordt gezien. De manier om deze aanpak te doen slagen en de geformuleerde doelstellingen te behalen, is echter vaag (en weinig concreet) geformuleerd.

De strijd tegen identiteitsfraude is voorzien (p.70-71). Het College meent dat ook de staatsbladfraude dient te worden opgenomen in de Kadernota Integrale Veiligheid.

Le Collège propose d'ajouter, après le texte relatif à la lutte contre la fraude à l'identité (p. 71), un nouveau point « Staatsbladfraude » reprenant le texte suivant :

“De malafide praktijk van staatsbladfraude, waarbij misbruik gemaakt wordt van vennootschapsstructuren via de neerleggingsprocedure ter griffie en de publicatie van akten in het Belgisch Staatsblad, is goed en algemeen gekend. Binnen het jaar voorafgaand aan de faling van bepaalde vennootschappen worden vaak ingrijpende wijzigingen in de structuur vastgesteld, zoals de verplaatsing van de maatschappelijke zetel en de benoeming van een nieuwe bestuurder. Deze praktijken zijn ook gekend onder de termen “sterfhuisconstructies” en “stromannen”. Criminele organisaties nemen ook vaak hun toevlucht tot deze (lege) vennootschapsstructuren. Het lijkt aangewezen om ook hier maximaal op in te zetten. Er kan hierbij concreet gedacht worden aan het volgende: verhoging van de drempels bij de griffie, versterking van de controlemechanismen, detectie/screening door de lokale politie (wijkagenten) van verdachte zetelverplaatsingen, enz.”

III. Sécurité économique (p. 88 et ss.)

III.1 Une meilleure coordination dans la lutte contre la fraude (p. 89 et ss.)

1. Le Collège rappelle qu'il y a des travaux en cours visant à fusionner le Comité ministériel et le Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale d'une part et le Comité ministériel et le Collège pour la coordination de la lutte contre le blanchiment de capitaux d'origine illicite d'autre part. Il conviendra donc de procéder à une mise à jour éventuelle du passage suivant (p. 90) :

« On examinera dans quelle mesure les autorités régionales peuvent être associées aux différents organes de coordination stratégique, tels que le Comité ministériel pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale et le Collège pour la lutte contre la fraude fiscale et sociale. »

2. Op pagina 90 stelt het College voor om de woorden :

“Om deze strijd op te voeren wordt binnen het federaal parket een nieuw financieel parket opgericht.

Bij de aanpak van fiscale fraude ligt de focus op het ontmantelen of ernstig verstoren van criminele organisaties, met bijzondere aandacht voor inkomstenbelastingsfraude of met georganiseerde btw-fraude.”

te vervangen door de woorden :

“Om deze strijd op te voeren wordt binnen het federaal parket een financiële sectie in het federaal parket opgericht belast met de aanpak van ernstige financiële, economische en fiscale misdrijven, de georganiseerde sociale fraude en corruptie. Bij de aanpak van fiscale fraude ligt de focus onder meer op het ontmantelen of ernstig verstoren van criminele organisaties.”

Het is nog niet beslist waarop de focus van de nieuwe financiële sectie zal gericht worden, vandaar de toevoeging van “onder meer” en de weglating van “met bijzondere aandacht voor inkomstenbelastingsfraude of met georganiseerde btw-fraude”.

3. Op pagina 91 stelt het College voor om de woorden :

“In de strijd tegen de sociale fraude gaat de aandacht uit naar het ontmantelen of ernstig verstoren van criminele organisaties die zich schuldig maken aan sociale fraude, met bijzondere aandacht voor fenomenen als sociale dumping.”

te vervangen door de woorden :

“In de strijd tegen de sociale fraude gaat de aandacht uit naar de georganiseerde sociale fraude en naar het ontmantelen of ernstig verstoren van criminele organisaties die zich schuldig maken aan sociale fraude, met bijzondere aandacht voor fenomenen als sociale dumping.”

III.2. Protection des personnes contre les produits nocifs (p. 95)

Het College betreurt dat er geen aandacht besteed wordt aan de plaag van illegale online verkoop van geneesmiddelen. Het is uitermate belangrijk dat er inzake dit criminele fenomeen, dat al tot verschillende doden heeft geleid, een multi-agency aanpak vooropgesteld wordt. Daarvoor is het essentieel dat de Federale politie, in samenwerking met agentschappen en douane, ten spoedigste tot een grondige, actuele beeldvorming overgaat.

Bovendien zou een aandachtvestiging ingevoegd kunnen worden op pagina 89 (‘bescherming van het individu tegen schadelijke producten’) waarbij voorzien wordt dat er naast een beeldvorming ook een nauwere samenwerking (onder meer met de economische inspectie) binnen het pharma en foodcrime-platform vooropgesteld wordt.

IV. Sécurité écologique (p. 98 et ss.)

IV.1. Aanpak van milieucriminaliteit (p. 99 et ss.)

1. Het ontwerp voorziet:

*“De federale, regionale en gerechtelijke overheden engageren zich om ervoor te zorgen dat hun diensten die gelast zijn met het vaststellen, onderzoeken, vervolgen of berechten van strafrechtelijke milieudelicten, **beschikken over voldoende capaciteit en middelen om te komen tot een geïntegreerde en gecoördineerde samenwerking**. De betrokken personeelsleden van deze diensten zullen hiertoe de nodige opleidingen kunnen volgen.”*

Het beschikken over voldoende capaciteit en middelen (p. 99) is evident noodzakelijk maar het College vraagt zich af of dit haalbaar is gelet op de budgettaire beperkingen.

2. Het ontwerp voorziet ook (p. 100):

*“De wijziging van het handavingskader voor milieumisdrijven creëert de mogelijkheid om de prioriteiten inzake de strafrechtelijke vervolging en sanctionering en de bestuurlijke aanpak opnieuw af te lijnen. In dit kader is het aangewezen om specifieke omzendbrieven te actualiseren. Ook werkprocessen en dossierflow moeten herbekeken worden. **De federale en regionale overheden zullen in nauw overleg een protocol voorbereiden in samenspraak met het College van procureurs-generaal**. Dit protocol zal afspraken omvatten inzake een efficiënte en effectieve handhaving voor elk type milieumisdrijf, met een optimale en rationele inzet van de beschikbare capaciteit en middelen.”*

Het College verleent graag zijn medewerking aan de vooropgestelde actualisering van de omzendbrieven maar wenst te waarschuwen dat, bij gebrek aan de noodzakelijke middelen voor de technische ontwikkeling, de beschikbare statistische gegevens niet altijd toelaten een correct beeld van de verschillende misdrijfphenomenen te schetsen.

3. Wat de aankondiging van de oprichting van een centraal register voor milieucriminaliteit (p. 105) betreft:

*“De vigerende regelgeving zal worden herzien en aangescherpt om de effectiviteit te verhogen, onder meer door een aangepaste strafmaat en een verfijnd boetebeleid; er zal een **centraal register voor milieucriminaliteit** worden opgericht, met gegarandeerde toegang voor alle relevante terreinactoren.”*

is het niet duidelijk of dit voor alle regio's is (in de tekst erboven is enkel sprake van het Waals Gewest).

IV.2. Lutter contre la criminalité liée aux déchets – Évacuation des déchets de drogue et réparation des dommages environnementaux (p. 103 et ss.)

Le projet de NCSI prévoit que (p. 103) :

« En cas de découverte de dépôts sauvages illégaux de déchets de drogue (provenant de laboratoires de drogue), le coût de l'enlèvement et de la destruction des déchets peut être considérable. La réparation des dommages environnementaux (par exemple, la pollution des sols) peut également s'imposer. À l'heure actuelle, ces coûts sont généralement pris en charge par les communes concernées, ce qui a un impact important sur le budget de celles-ci, qui sont parfois de petites communes rurales. Il est souhaitable de répartir plus équitablement les coûts d'assainissement et de destruction entre les différents niveaux de compétence et de consigner cela dans un protocole. »

Le Collège observe que le problème est bien plus large. Il serait adéquat d'ajouter : "Par ailleurs, la problématique devenue considérable de la destruction des déchets et produits toxiques saisis dans le cadre d'une enquête pénale se heurte à une inadaptation totale du cadre légal des frais de justice en l'absence de marché public. Une solution pérenne et uniforme sera recherchée, de manière à libérer les services de police et les parquets de tâches qui ne sont pas les leurs."

V. Sécurité liée à la personne (p. 120 et ss.)

1. Tout en tenant compte de ce que le texte est le fruit d'un compromis entre les partenaires et sans s'immiscer dans les choix qui relèvent du politique, le Collège signale, en ce qui concerne le chapitre 6 « sécurité liée à la personne », que la lecture donne le sentiment d'un patchwork de considérations (parfois de phrases assez vides de sens, la répétition d'idées vagues) et de mesures assemblées sans grande cohérence et sans vision stratégique globale qui mériterait une réécriture complète, raison pour laquelle le Collège ne formule pas de proposition de modification du texte.

Pour illustrer cette critique, le Collège peut relever essentiellement les points suivants :

Discriminations

Alors que l'accent est mis (à juste titre) tout au long du texte, non seulement dans le chapitre relatif à la *sécurité de la personne* mais aussi dans le premier chapitre lié à la *sécurité de*

l'espace public et aux valeurs démocratiques, sur les périls liés à la « *polarisation au sein de la société* » et à la perte de « *cohésion sociale* », le lien avec la lutte contre les discriminations, y compris les discours de haine discriminatoires, notamment en ligne ne paraît pas réellement établi.

Certes, il est rappelé dans l'introduction du chapitre 6 que « *le racisme et les discriminations ne sont pas seulement des expressions individuelles de haine ou de préjugés, mais aussi des phénomènes qui sapent la cohésion sociale et entravent l'accès à l'égalité des chances* » (p114) mais cette problématique n'est examinée qu'en fin de note, au travers d'un long résumé de la COL 13/2013 qui semble n'avoir pas sa place dans une telle note stratégique, sans mise en lien avec les enjeux cruciaux (pourtant abordés dans la note) auxquels elle se rapporte.

La lutte contre les discours de haine devrait être abordée dès le chapitre 1 au même titre que la protection de la liberté d'expression et de la liberté de la presse et que la lutte contre la radicalisation, l'extrémisme violent et le terrorisme comme un outil pour favoriser la « *résilience de notre société* » (idéalement, elle pourrait être intercalée entre ces deux thématiques et mise en lien avec chacune d'entre elles).

Les COL 13/2013 (discriminations) et 13/2025 (cyberviolences contre les personnes), qui sont complémentaires, pourraient être abordées ensemble pour souligner le rôle de la justice à cet égard.

Dans ce contexte d'une attention portée à la désinformation, à la polarisation, à l'expression de la haine, on note aussi que le sujet de l'obstacle majeur que représente l'article 150 de la Constitution pour lancer des poursuites dans les cas d'expression d'une opinion punissable est totalement éludé.

Violences intrafamiliales/violences sexuelles/violences fondées sur le genre

La façon dont ces notions paraissent, de façon assez maladroite, traitées de façon distincte dans la note ne paraît pas conforme à la Convention d'Istanbul et aux instruments internationaux pourtant cités comme textes de référence qui reconnaissent les violences intrafamiliales et les violences sexuelles comme des formes de violences fondées sur le genre en ce qu'elles touchent les femmes de façon disproportionnée et imposent d'intégrer une perspective de genre dans toutes les politiques y relatives.

Le Collège remarque aussi qu'il n'y a aucune référence à la loi cadre dite « stop féminicide » qui préconise au niveau national cette approche fondée sur le genre et demande encore à être mise en œuvre sur de nombreux points.

Quelques mesures sont mises en avant mais, pour le reste, il est essentiellement renvoyé au futur PAN auquel cette NSCSI ne fixe pas réellement de cap.

Het College merkt op dat met betrekking tot feminicide en gendergerelateerd geweld er ambitieuze plannen zijn die behoorlijk veel extra middelen en capaciteit zullen vragen.

Violence en ligne

Tout semble reposer sur la nouvelle COL 13/2025 du Collège des procureurs généraux. Rien sur les initiatives que le gouvernement pourrait prendre au niveau européen ou pour favoriser des partenariats en vue de renforcer la coopération avec les grandes plateformes actives sur notre territoire.

Protection des mineurs/Délinquance juvénile

Ces deux faces d'un même sujet sont traitées distinctement.

Quasiment rien n'est dit (répétition d'idées vagues), même pas sur les mineurs victimes de VIF, et aucun lien n'est fait avec d'autres thématiques alors que par ailleurs on pointe à de nombreuses reprises l'attention particulière que requièrent les jeunes dans différentes problématiques : « *on observe une accélération des processus de radicalisation, impliquant des personnes de plus en plus jeunes dans la planification, la préparation et l'exécution des actions* » (radicalisme, p39), « *Par ailleurs, un groupe de travail se penchera sur les jeunes dans les milieux criminels de la drogue, dans le but de rédiger une note sur une approche préventive ciblant les jeunes qui risquent d'intégrer des organisations criminelles impliquées dans le trafic et la production de drogue* » (stups, p48), « *Nous consacrons également des efforts supplémentaires à la prise en charge des problèmes mentaux et liés à la drogue chez les adolescents et les enfants par le biais d'équipe multidisciplinaire mobile* » (stups, p53), « *une attention particulière est accordée à la protection des jeunes en ligne* » (sécurité numérique, p107).

Les points suivants peuvent encore faire l'objet de remarques plus ciblées :

- p. 116 « harcèlement sexuel » : cette notion est assez floue, il serait peut-être utile de définir plus précisément quel phénomène est visé.
- p. 117 et suivantes : alarme mobile harcèlement

Parler d'alarme mobile harcèlement ou de stalking alarm (et non d'alarme mobile anti-rapprochement), utiliser les acronymes AMH ou MSA (en NL) (et pas AMR) pour ne pas créer la confusion avec d'autres dispositifs (dont ceux développés par les entités fédérées décrits juste après)

Rappel : le champ d'application matériel de l'AMH est limité à toute forme de harcèlement dans un contexte intrafamilial, certaines phrases pourraient créer la confusion

Peut-on considérer que l'AMH marque une avancée significative vers une approche uniforme du harcèlement ?

p. 119 : on ne peut pas parler de « soutien » procuré à la victime par l'AMH elle-même mais l'octroi de l'AMH s'accompagne effectivement de la mise en place d'un certain soutien (assistance policière à la victime, mandat au SAcV des MJ)

- p. 128 : la formulation laisse penser que DIViCO et espace VIF sont des dispositifs comparables. Seul le DIViCO met actuellement en œuvre la concertation de cas au sens de l'article 458ter. A notre connaissance, seul le modèle DIViCO a vocation à se déployer sur l'ensemble du territoire wallon. Nous ne disposons cependant d'aucune information sur ce décret en projet.
- p. 133 : la circulaire 13/2025 en matière de cyberviolence(s) contre les personnes a été diffusée par le collège des procureurs généraux. Il semble plus correct de la décrire de la façon suivante : La circulaire est conçue comme un instrument visant à sensibiliser les policiers et les magistrats du ministère public à la problématique des cyberviolences contre les personnes et à leur donner des directives et quelques outils pratiques pour le traitement des dossiers y relatifs. Une attention particulière est consacrée au retrait des contenus problématiques et à la préservation des éléments

de preuve qui nécessitent une réaction extrêmement rapide pour limiter le préjudice subi par la victime et empêcher la propagation du contenu. Un système d'enregistrement uniforme de ce type de faits est prévu.

- p. 140 : développement de police on web : il est renvoyé aux importantes réserves formulées par le collège des procureurs généraux et qui n'ont pas reçu de réponse satisfaisante actuellement.

2. Het College vraagt om de volgende tekst toe te voegen op pagina 135 : "De afscherming van de identiteit van magistraten van het Openbaar Ministerie en onderzoeksrechters die onderzoek doen naar bijzonder zware misdrijven, tijdens de strafprocedure, zal worden ingevoerd, in navolging van de reeds bestaande afscherming van de identiteit van politieambtenaren."